

Grèves du printemps et luttes de l'été en France

UN ETRANGE RECHAUFFEMENT

Le tableau qui se dégage des mobilisations des mois de ce printemps et de cet été en France semble à première vue autoriser des analyses tranchées. Ceux pour qui toute lutte d'une certaine envergure est essentiellement un moment de l'affrontement global capital/travail parlent de défaite, ce qu'il est difficile de contester : la réforme des retraites est passée, le nouveau protocole de l'intermittence a été avalisé par le gouvernement, et si le projet de décentralisation de l'Education nationale a dû être remballé, il n'attend sans doute qu'un moment propice pour ressortir. Mais si l'on considère qu'une lutte est toujours menée par des forces précises, selon des modalités dépendant de la perception qu'a chaque camp de ses forces et de celles de l'adversaire, que lutter peut donner le goût de la lutte et la défaite renforcer l'envie d'en découdre, le bilan apparaît vite plus contrasté.

L'importance véritable d'un moment de lutte se mesure, à mes yeux, non pas à l'aune d'une radicalité définie en fonction de schémas d'analyse ou d'esthétique révolutionnaire préconçus, mais de la dynamique plus générale de l'affrontement de classe : ce qui compte, c'est sa capacité à amorcer un processus de réveil, de mise en mouvement de pans de la société enferrés jusque-là dans le sentiment d'impuissance, d'amorcer un mouvement de spirale vers le haut capable de donner consistance au sentiment d'unité, mais aussi d'aiguiser chez les acteurs de la lutte un regard critique d'ensemble sur le système en place en même temps qu'un désir de repenser collectivement ce que peut être une "autre société" et les moyens d'y parvenir.

Or, dans les événements du printemps et de l'été 2003 en France, c'est bien une dynamique de ce genre qui semble au moins s'être amorcée. C'est ce que j'essaierai de mettre en lumière dans cet article, en me basant sur ce que j'ai vu dans les AG de la région parisienne que j'ai fréquentées¹, entendu dans la bouche d'acteurs locaux de la lutte que j'ai interrogés et lu dans les multiples textes déjà mis en circulation sur le sujet. Sans oublier de jeter d'abord un regard sur les motivations et les méthodes de l'adversaire.

L'OFFENSIVE VIENT DU POUVOIR...

Les "réformes" qui sont à l'origine de la plus forte vague de luttes qu'ait connue la société française depuis le mouvement de 1995 – et celles qui sont encore en préparation – autorisent à penser, par leur conjonction dans le temps, que l'on assiste à une accélération de l'offensive capitaliste dite libérale, amorcée il y a plus de vingt ans. Une offensive dans laquelle il est difficile de distinguer ce qui renvoie à un genre de programme politique – le calendrier de réformes imposées par le processus d'unification européenne, notamment – de ce qui relève de la pression économique propre au système capitaliste dans sa phase actuelle – la nécessité pour le capital de réduire par tous les moyens la part de la plus-value à céder au travail –² mais offensive qui suppose à coup sûr un contexte socio-politique favorable.

¹ Ce texte n'a aucune prétention à l'exhaustivité, d'autant que c'est essentiellement de Paris (et marginalement d'Avignon, où j'ai fait une visite tardive) que j'ai observé ce mouvement, parti cette fois-ci d'autres villes de France et marqué par une grande diversité régionale – diversité que l'existence de coordinations nationales (dans l'Education comme chez les intermittents) n'a pu compenser qu'en partie.

² Il n'est pas sans intérêt de comprendre, dans le contexte européen notamment, comment les deux dimensions s'articulent : l'économique dicte-t-il sa loi aux politiques, comme une certaine lecture de Marx le prétend, ou est-ce au contraire la faiblesse du politique (décomposition des vieux consensus idéologiques et pratiques sociales ayant longtemps maintenu un certain type d'équilibre entre les classes) qui laisse le champ libre au capital pour imposer sa logique à l'ensemble du corps social ? La deuxième hypothèse me semble avoir a priori plus de force explicative, appliquée au cas français tout au moins.

La gauche a déblayé le terrain...

Les élections d'avril et de juin 2002, en offrant à la droite, au terme d'un grand psychodrame national³, une domination sans partage au Parlement comme au gouvernement, ont marqué la fin d'une époque. Une époque ouverte en 1981 avec le retour au pouvoir de la gauche après vingt-trois ans de marginalisation, et caractérisée fondamentalement par un énorme jeu de dupes : portée au pouvoir par l'espoir diffus que les aspirations sociales dont le mouvement de 68 avait permis l'expression soudaine trouveraient enfin le débouché concret que le mouvement lui-même n'avait pas su produire, la gauche a mis en œuvre un réformisme non pas progressiste mais régressif, se faisant l'agent sournois de la modernisation du capitalisme et de la pénétration marchande de la vie quotidienne. Et ne différant fondamentalement de la droite, avec laquelle elle a pendant vingt ans partagé le pouvoir en alternance, que sur des questions de méthode. En minant par retouches successives ce qui faisait le fondement de l'unité matérielle du monde du travail⁴, favorisant par là son atomisation et le sentiment d'impuissance, en désamorçant au plus vite toutes les réactions collectives venant des couches les plus touchées par le chômage et la pauvreté croissants, en poussant beaucoup plus loin la logique d'intégration des structures syndicales dans l'appareil d'Etat, c'est bien la gauche, "plurielle" ou pas, qui a le plus fait en vingt ans pour désarmer le monde du travail et créer de ce fait les conditions d'une offensive sans détours du capital.

... la droite mène la bataille

Avec le retour au pouvoir sans partage de la droite, les conditions politiques de cette offensive sont désormais réunies. Que cette droite fasse preuve d'une faible cohésion idéologique – masquée par son union autour du chef de l'Etat – ne semble cette fois plus un obstacle. Le programme, en effet, semble s'imposer quasiment de lui-même : articuler sans états d'âme "libéralisme" économique et gestion répressive de la paix sociale. Et cela sous une double pression idéologique. Celle du Medef⁵ d'abord. L'aile "libérale" du patronat sait ce qu'elle veut et le fait savoir depuis des années : une "refondation sociale" consistant en substance à flexibiliser plus encore le marché du travail, à soumettre les services à la loi du marché, à réduire la protection sociale collective. La pression de l'idéologie sécuritaire ensuite, alimentée à la fois par le contexte international – la vague "antiterroriste" amorcée avec les événements du 11 septembre – et la montée d'exigences venues du bas de la société en réponse aux effets déstabilisateurs de la pauvreté et de la précarité croissantes.

Ce programme peut toutefois s'articuler avec d'autres exigences plus spécifiques au cadre français : en la personne du Premier ministre Raffarin, c'est le vieux prurit girondin qui s'exprime, exploitant les exigences de l'intégration européenne pour accélérer le démantèlement du cadre administratif national au profit des régions. En la personne du chef de l'Etat, une certaine posture gaullienne en matière internationale a pu être remise au goût du jour – rencontrant sans doute les "nécessités" de la domination capitaliste, pour qui un certain rééquilibrage des forces permettant une *pax americana* un minimum négociée est probablement préférable au délire de toute-puissance de dirigeants américains – et jouer un temps sa fonction de perpétuation du consensus national.

Une tâche pas simple...

Pour autant, la tâche que les politiciens de droite se doivent d'accomplir en matière sociale n'est pas simple. Car rétablir l'équilibre financier de caisses de retraite, de chômage et d'assurance-maladie mis à mal par les contradictions des politiques antérieures, c'est toucher aussi à l'équilibre entre les classes, auquel contribue pour une part non négligeable le système de protection sociale, système qui, bon an

³ Où la peur du "fascisme", habilement exploitée par des politiciens retors et entretenue par des gauchistes ingénus, était sans doute l'expression collective de peurs moins avouables (peur de la décomposition de la vieille cohésion nationale, par exemple). Cf. G. Soriano, "Oltre lo specchio deformante" in *Collegamenti-Woobly* n° 2.

⁴ La loi sur les 35 heures en est l'exemple le plus tardif mais peut-être le plus flagrant : sous prétexte de réduction du temps de travail pour combattre le chômage, le temps de travail est devenu flexible, et sa forme se négocie à l'échelle de l'entreprise. D'où une multiplication des situations particulières qui rend toute forme de contrôle par l'inspection du travail concrètement impossible, désormais.

⁵ Mouvement des entreprises de France, nouveau nom, depuis 1998, du Conseil national du patronat français (CNPF). Le numéro un, le baron de Seillère, est héritier des maîtres de forges ; le numéro deux, Denis Kessler, président de la Fédération française des compagnies d'assurance ; et l'idéologue en chef, François Ewald, un ancien maoïste...

mal, en dépit de retouches successives, se maintient depuis son élaboration dans les années d'après-guerre. Or, du point de vue du capital, le système de protection sociale est un nœud de contradictions : il assure à moindres frais la reproduction de la main-d'œuvre salariée, mais freine la pression en faveur de l'intensification du travail désirée par les patrons ; il est fragilisé par le chômage de masse, qui pourtant sert à maintenir les salariés dans la peur et la passivité ; enfin, il a permis une croissance fulgurante des dépenses de santé dont l'industrie pharmaceutique est la première bénéficiaire, mais fait obstacle à la pénétration du capital financier dans le domaine de l'assurance contre les risques maladie et vieillesse, pénétration que permettrait au contraire le recours à l'assurance privée et au système de capitalisation.

Rien d'étonnant, donc, qu'en la matière la gauche n'ait cessé, pendant les vingt ans où elle a exercé en alternance le pouvoir, de prendre des mesures d'une cohérence difficilement déchiffrable, aggravant d'un côté les déficits par des mesures favorables au capital – les multiples dispositifs de "lutte contre le chômage", qui consistent surtout à créer des sous-statuts salariaux et à multiplier les exonérations de charges patronales, les mesures de financement des préretraites, qui permettent aux patrons de mettre au rebut leurs vieux salariés en en faisant payer le prix par la collectivité⁶ – pour les résorber partiellement par des réformes toujours défavorables au travail – révisions à la baisse successives des règles d'indemnisation du chômage, augmentation des cotisations maladie accompagnées de baisses des remboursements. Tout cela sans rien résoudre sur le fond. Incapable de servir ouvertement les intérêts patronaux sans mettre à mal le consensus qui lui sert d'assise –électorale, faute d'assise sociale –, la gauche s'est montrée tout aussi incapable d'imposer aux patrons un compromis cohérent au nom de la cohésion sociale, comme la social-démocratie historique avait su le faire en son temps⁷.

La droite, elle, n'a pas de ces états d'âme quand il s'agit de s'attaquer au monde du travail, en dehors des périodes électorales tout au moins. C'est apparemment sans états d'âme qu'elle décide d'une série de mesures d'appauvrissement des plus pauvres : en avril, de faire disparaître peu à peu les 213 000 emplois-jeunes créés la gauche⁸, en ne renouvelant pas leurs contrats précaires de cinq ans qui commencent à arriver à expiration ; en août, de souscrire un protocole d'accord, négocié par les "partenaires sociaux", appelé à réduire brutalement à l'état de semi-chômeurs quelques dizaines de milliers d'intermittents du spectacle ; en octobre, après avoir décidé d'une baisse des impôts directs qui bénéficiera aux plus riches, de réduire la durée et le montant de "l'allocation spéciale de solidarité" versée par l'Etat aux chômeurs de longue durée, précipitant immédiatement 150 000 d'entre eux dans le RMI. Et c'est apparemment sans états d'âme non plus, et même avec un sentiment affiché de légitimité, de "courage", qu'elle engage et soumet au Parlement en mai une réforme des retraites destinée, en substance, à appauvrir radicalement les futurs retraités, ou du moins tous ceux du bas de l'échelle des salaires. Car, derrière sa complexité de détail, cette réforme peut se résumer en un principe simple : réduire le montant des pensions⁹ de façon à inciter les salariés les moins pauvres à capitaliser – et cela sans toucher au principe de la retraite par répartition, ce qui permet de présenter cette réforme sous de simples justifications comptables (il sera d'ailleurs toujours temps de légiférer dans ce sens plus tard une fois les turbulences passées).

... mais un risque contenu

Certes, la droite sait, pour l'avoir appris à ses dépens en 1995, le risque que comportent que les "réformes" frontales du système de protection sociale. La peur des réactions imprévisibles de la rue, elle connaît, et depuis longtemps. Mais quelles forces a-t-elle vraiment à craindre aujourd'hui ?

⁶ Par l'intermédiaire de l'Etat et maintenant aussi des caisses d'assurance-maladie : la somme des arrêts de travail pour maladie a recommencé à augmenter, essentiellement du fait de salariés âgés... poussés dans ce sens par leurs patrons.

⁷ En s'appuyant, il est vrai, sur la force du monde du travail organisée en syndicats puissants. Or cette force s'est réduite au cours des dernières décennies à de simples appareils. On peut donc penser que c'est donc surtout par défaut, faute de projet porté par des forces sociales constituées, que la gauche a adopté le programme "libéral" du capital. Comme d'ailleurs dans une certaine mesure la droite – qui, elle, a au moins le mérite de ne pas cacher son jeu.

⁸ Une des diverses mesures prises par la gauche qui ont permis, sous prétexte de "lutter contre le chômage" (des jeunes en l'occurrence), d'introduire de nouvelles formes de précarité et de baisser les salaires par suppression du lien passant traditionnellement entre qualification et niveau de rémunération.

⁹ En imposant à tous le principe de 40 annuités de cotisation pour un départ à la retraite à taux plein, il ne s'agit même pas vraiment de maintenir les salariés au travail plus longtemps, puisque le taux d'activité des 55-64 ans est, en France, seulement de 37 % (du fait du chômage et des préretraites).

A la base, sur la question des retraites, le monde du travail est divisé depuis que la réforme Balladur de 1992 imposant 40 annuités de cotisation au privé est passée sans réaction syndicale. La bataille idéologique devra donc être menée en invoquant la nécessité comptable (la résorption du "déficit") et l'égalité de traitement, et, en cas de réaction, en stigmatisant les "corporatismes" et les "conservatismes". D'autant qu'elle sait pouvoir compter sur la complicité des médias, télévisuels notamment, les liens de proximité entre le pouvoir et le milieu journalistique, traditionnellement forts en France, n'ayant cessé de se consolider.

Du côté des "forces organisées" supposées antagoniques, le gouvernement n'a, au fond, plus forcément grand-chose à craindre non plus. Les élections d'avril 2002 ont consacré la perte de crédit durable des socialistes, et de la gauche institutionnelle en général, en tant que force de changement social – aux yeux des couches populaires tout au moins. L'extrême gauche, elle, a fait des scores inédits, mais chaque progression en termes de voix est un pas supplémentaire dans la logique électoraliste où elle s'engluie, désertant parallèlement le terrain de l'action sociale. Certes des forces nouvelles, "altermondialistes", se font l'écho d'une contestation sociale grandissante, mais qu'elles canalisent vers l'expression médiatique et des rassemblements hors sol sans débouché ni continuité, quitte à laisser le besoin de radicalité s'exprimer localement dans les multiples comités Attac qui ont fleuri à travers le pays.

Quant aux grandes confédérations syndicales, plus grand-chose à craindre non plus de ce côté-là puisque, une à une, elles se sont finalement rangées à la logique de la cogestion responsable des affaires de la nation – la CFDT depuis plus de vingt ans, au prix d'épurations successives, et en le revendiquant, au point de s'en faire même une identité ; FO depuis toujours, en l'articulant habilement avec une posture de défense intransigeante des intérêts des corporations, dans la bonne logique des gauchistes qui y jouent le jeu de l'entrisme ; et la CGT plus récemment, à demi-mots et à travers maintes contradictions apparentes, comme si le travail de deuil de son identité historique "syndicat de combat"¹⁰ était difficile à faire, mais aussi parce qu'il faut pouvoir, en cas d'échauffement, continuer à jouer du registre contestataire et canaliser la rébellion vers la "négociation". Car le partage des rôles de fait entre grandes centrales syndicales continue à avoir sa fonction, même si, désormais, toutes se nourrissent essentiellement au lait des subventions étatiques. Certes, la base syndicale ne s'est pas forcément soumise, loin de là : 1995 l'a prouvé et, à la CGT notamment, les contestations internes n'ont cessé de s'amplifier depuis. Mais le pouvoir a su faire ce qu'il faut pour émousser la combativité aux endroits où celle-ci peut jouer un rôle crucial : à la SNCF et à EDF, ces secteurs clés qui peuvent transformer très vite un moment de contestation en véritable crise sociale, l'accord de fin de grève de 1995 donnait à la bureaucratie syndicale des garanties d'être épargnée par la restructuration; et depuis, le nombre de délégués n'a cessé d'augmenter. Enfin, pour s'assurer que la détermination du brave Thibault à jouer son rôle de pompier en cas de flambée sociale ne flanchera pas, peu avant d'engager la bataille des retraites, Raffarin promet pour septembre une réforme de la loi sur la représentativité syndicale. Bref, il peut donc considérer la collaboration des appareils syndicaux comme acquise.

Il est même si sûr de lui, ce brave Raffarin, qu'il n'hésite pas à pousser son philosophe de ministre de l'Education à lancer une réforme de décentralisation de l'Education nationale à très faible distance de celle, annoncée, de réforme des retraites. Il est vrai que c'est peut-être le bon moment pour passer à l'histoire : les élections sont encore loin, et, au besoin, l'été ne tardera pas à venir étouffer les ardeurs non encore éteintes...

Une fois la bataille engagée, on découvrira cependant que la droite a su affiner ses méthodes de gestion des conflits sociaux, depuis l'épisode de 1995. La querelle idéologique d'alors, qui avait dressé les camps l'un contre l'autre, sera évitée : les arguments comptables seront les seuls avancés, et le gouvernement ne cessera d'afficher sa volonté de "dialogue" et d'appeler au "débat". Tout en organisant le black-out médiatique sur le mouvement de contestation, le privant ainsi non seulement de réalité aux yeux du reste de la société, mais aussi de la possibilité de faire entendre ses arguments à grande échelle. Enfin, le recours à la répression ne sera pas négligé, mais exercé de façon discrète et

¹⁰ Le sommet de la CGT a récemment amorcé un tournant en se rapprochant de la CFDT, dont elle avait besoin du soutien pour entrer dans la Confédération européenne des syndicats. L'évolution du sommet de la CGT vers un choix de syndicalisme "responsable" est depuis de plus en plus nettement perceptible, la dernière illustration en date étant sa signature apposée à l'accord sur la formation professionnelle conclu avec le Medef début octobre.

ciblée : un certain nombre de militants seront arrêtés et jugés sans faire de bruit, ce qui suffira à servir d'avertissement sans faire monter la tension.

... LA REACTION, DES SALARIES DE LA REPRODUCTION

Contrairement au mouvement comparable de décembre 1995, une différence saute aux yeux : c'est le secteur enseignant – que l'on peut, au regard de ses revenus et surtout de son statut social, classer dans la catégorie on ne peut plus vague des classes moyennes – qui va prendre l'initiative de la réaction.

La raison peut en paraître simple : la loi de décentralisation de l'Education nationale ayant précédé celle de réforme des retraites, le secteur concerné est le premier à réagir, sur son propre problème ; déjà en mouvement, il peut alors servir de locomotive à une réaction plus générale des salariés. Mais ce serait passer sous silence une dimension plus subjective : c'est la première fois que les profs subissent pareille offensive, par remise en cause à la fois de leur statut – la décentralisation menace de transformer les règles nationales de mutation et de promotion sur lesquelles ils ont bâti leur carrière, la réforme des retraites remet en cause le droit à la retraite à 55 ans des instituteurs – et par dégradation de l'environnement dans lequel ils sont amenés à travailler : la disparition du statut de surveillant et de 20 000 postes d'emplois-jeunes en 2003, le passage du personnel de service, et des professions annexes, à la fonction publique territoriale signifient à terme une réduction drastique du personnel d'encadrement des élèves hors temps scolaire, donc, en toute logique, une surcharge de travail pour les enseignants. Certes les conditions de travail en milieu scolaire n'ont cessé de se dégrader depuis vingt ans, mais de façon progressive et surtout différenciée selon les établissements et le milieu social où ils s'inséraient, et jamais à la suite d'une volonté gouvernementale affichée. Or cette fois c'est aussi à l'identité sociale de la catégorie, au respect qui lui est dû en tant que pilier de "l'école républicaine", élément central de la mythologie nationale, que l'on s'en prend. Comment expliquer autrement cet élan de solidarité avec l'ensemble des professions de l'Education nationale de la part d'enseignants qui pendant des années ont majoritairement ignoré les luttes des précaires de leur propre profession, comme ils ont ignoré la grève que les aides-éducateurs ont, cette année même, pendant plusieurs semaines par endroits, menée contre leur licenciement collectif annoncé en juin ?

Mais la dimension subjective est aussi d'un autre ordre : les professeurs¹¹ ont mené ces dernières années des luttes payantes, contre le ministre socialiste Allègre notamment, contraint finalement à la démission. Ils y ont pris conscience de leur force, ils y ont acquis – inégalement selon les régions – un certain goût et un certain savoir-faire de l'auto-organisation dans la lutte, ils y ont aussi appris à décrypter les projets gouvernements de réforme de l'école et notamment la logique inégalitaire et de déculturnation qui les sous-tend. Et, pour la génération plus âgée, qui a longtemps constitué un pilier électoral de la gauche avant de se sentir elle aussi "trahie" par l'esprit libéral de la réforme Allègre, l'engagement dans la lutte répond sans doute aussi à un besoin de redevenir des acteurs politiques et de retrouver par là une légitimité de plus en plus érodée. Pour la génération d'enseignants la plus jeune, les raisons de se battre sont un peu différentes : du fait de règles de promotion à l'ancienneté (source essentielle du clientélisme syndical qui règne dans la profession) qui la projette d'emblée dans les lieux où les conditions de travail sont les plus dures, du fait peut-être aussi de la violence que représente souvent la découverte soudaine de la réalité sociale de couches populaires dont elle est de moins en moins souvent issue, sa révolte est plus immédiate – et, en dépit ou à cause de son inexpérience, elle apportera une touche de radicalité dans les méthodes et les comportements de lutte, nouvelle dans le corps enseignant. Bref, les conditions sont réunies pour l'expression d'une forte combativité.

Mais l'irruption dans la lutte de classe des salariés des couches moyennes va se vérifier à nouveau avec le déclenchement fin juin de la lutte des "intermittents du spectacle", qui traversera tout l'été et qui dure encore. Cette catégorie a elle aussi un passé de luttes : depuis 1992, elle se bat régulièrement, avec un relatif succès, contre les tentatives successives de révision à la baisse de son régime spécifique d'indemnisation du chômage. Mais la violence de l'attaque cette fois est inédite : la révision des règles négociée et annoncée en juin va se traduire par l'exclusion du régime d'indemnisation – donc par un appauvrissement brutal – de 30 % d'entre eux (soit entre 15.000 et 20.000 personnes). La réaction de

¹¹ Mais aussi, à Paris, les instituteurs, qui en 2002 ont fait échec à une réforme du calendrier scolaire imposée en toute autorité par le maire socialiste local.

stupeur et d'incrédulité de la catégorie, qui fait pour la première fois l'expérience de la violence de l'offensive patronale et du cynisme de "responsables", patronaux *et* syndicaux¹², imperméables à toute autre logique que comptable, va rapidement se transformer en sentiment d'être attaquée dans son identité professionnelle même : c'est le monde de la culture que l'on vise, donc c'est le monde de la culture dont il faut défendre la valeur, l'utilité sociale, contre l'utilité strictement marchande que prétend nous imposer une classe dirigeante qui ne connaît plus d'autre valeur que le profit.

Pour des raisons diverses, seule une minorité de ces catégories s'engagera activement dans la lutte. Mais cela sera compensé dans les deux cas par une grande réactivité, une forte volonté d'auto-organisation et de contrôle de la lutte, et beaucoup d'acharnement et d'inventivité. Mais aussi, bien souvent, par le désir d'entrer en osmose avec une révolte plus large, celle qui couve au sein d'une part croissante de la société civile. Désir qui trouvera à s'exprimer dans le mouvement contre la réforme des retraites d'abord, dans les rassemblements contestataires de l'été ensuite, rendant perceptible un immense besoin de resocialisation. Ce qui prouve, si besoin est, que ce n'est pas forcément des catégories les plus atteintes par les effets délétères de la "crise" que peuvent venir les réactions susceptibles d'amorcer un processus de réveil collectif.

Les enseignants tentent de construire l'unité

A l'annonce de la loi sur la décentralisation, ce sont les enseignants qui vont amorcer la mobilisation contre une attaque touchant l'ensemble des professions de l'Education nationale. Cette mobilisation, dont les premiers signes apparaissent dès décembre, gagne de l'ampleur à la rentrée d'avril et se généralise au cours des semaines suivantes. Pourtant, en pourcentage de grévistes, elle restera jusqu'au bout limitée en nombre. Dans la profession enseignante elle-même, le taux de grévistes ne dépassera guère **20 %** en moyenne, même si certaines journées plus décisives verront une participation nettement plus marquée et si les non-grévistes afficheront souvent leur solidarité avec le mouvement de grève. Dans les autres professions, la participation à la grève, sera plus faible encore, notamment chez les personnels de service, pourtant les premiers menacés par le projet de décentralisation. Chez eux pèse sans doute le poids de leur échec de ces dernières années à contrer les dégradations successives de leurs conditions de travail et de vie (notamment à l'occasion de l'application des 35 heures), échec qui a entretenu un certain sentiment de fatalité et de scepticisme quant à l'idée de solidarité intercatégorielle, ce qui les rapproche de l'état d'esprit du privé. En revanche, les catégories plus qualifiées, et notamment les conseillers d'orientation, catégorie plutôt connue pour son conservatisme, entreront pour la première fois dans la bataille, souvent avec enthousiasme.

D'emblée, la lutte s'inscrit dans une dynamique unitaire : les AG se font sur une base interprofessionnelle, et donnent naissance à des coordinations – locales, régionales et nationale – "des établissements en lutte". AG et coordinations où peuvent enfin se faire entendre les aides-éducateurs – menacés, comme les surveillants d'éducation, d'un licenciement massif en fin d'année scolaire et qui, dans certaines villes, avaient fait, au cours des mois précédents, plusieurs semaines, voire mois de grève dans l'isolement. Ainsi les salariés les moins "officiels" de l'Education nationale, à savoir les précaires, trouvent-ils enfin, grâce à cette dynamique unitaire, une forme de reconnaissance qui, sur le plan revendicatif, se traduira par l'adoption spontanée d'une revendication longtemps combattue par la FEN et la FSU, y compris pendant les années de lutte acharnée des maîtres auxiliaires : la titularisation sans conditions de tout le personnel précaire.

Mais bientôt, avec une réforme des retraites dont l'échéance se précise, ce qui va se jouer, c'est la capacité des enseignants, mobilisés depuis plusieurs semaines déjà, à servir de locomotive à ce qui doit devenir, à leurs yeux, la lutte conjointe de l'ensemble des salariés. Si l'exemple de 1995 est encore dans les têtes, où les cheminots ont lancé et tiré un mouvement dont le principal mot d'ordre était "tous ensemble", les enseignants comprennent vite que c'est eux qui peuvent, et qui doivent, tirer le train de la lutte unitaire. Parce qu'ils sont déjà en lutte, mais aussi parce que les cheminots n'ont plus la pêche : ils ont subi les effets d'une restructuration à laquelle ils croyaient avoir fait échec en 1995, mais qu'un ministre communiste issu de leurs rangs s'est depuis chargé de mettre en œuvre de façon rampante,

¹² La gestion des caisses de l'Unedic, l'association qui gère le fonds d'indemnisation du chômage, est assurée par la CFDT, et les règles d'indemnisation sont négociées entre représentants du patronat et des grandes confédérations syndicales, avant de recevoir l'aval du gouvernement.

avec la contribution active de la CGT¹³ (sans compter que Fillon, malgré son recours constant à la rhétorique de "l'égalité de traitement", s'est bien gardé cette fois de faire l'erreur de toucher aux régimes spéciaux de retraite dont bénéficient les agents SNCF, RATP et EDF¹⁴). Avec beaucoup d'énergie et de conviction, et renouant pour certains avec les pratiques amorcées sept ans plus tôt, les enseignants vont donc tenter de faire la jonction avec ce qui commence à bouger timidement dans le secteur public, s'invitant dans les AG des postiers, des communaux, des agents hospitaliers... Avec quelque succès : rapidement, leurs propres AG prennent une tournure "interprofessionnelle" (sans toutefois que ce phénomène dépasse véritablement le cercle des militants syndicaux ou politiques), et peu à peu des initiatives de lutte communes, dites "interpro", se prennent un peu partout : départ groupé vers les grandes manifs, organisation de manifs "interpro" locales, voire de débats publics de quartier. Parfois aussi ce sont les initiatives spécifiquement enseignantes, manifs ou AG régionales, qui permettent à d'autres secteurs de se joindre momentanément à la lutte. En revanche, leurs prises de contact avec les syndicalistes des transports se heurtent le plus souvent à un discours alambiqué justifiant la passivité d'anciens militants devenus permanents... Et que faire pour faire bouger le secteur privé ? Rendre visite aux unions locales CGT ? Certes... mais encore ? Face la dispersion des salariés en de multiples petites entreprises où règne le désert syndical, où le risque de répression est toujours latent, c'est la panne. Le désir d'élargissement de la lutte se heurte au fossé qui sépare au quotidien deux secteurs, privé-public, aux vécus très différents. Là comme en 1995, "le privé" restera le grand absent de la grève, mais l'absence de la rupture du rythme quotidien que la grève massive des transports publics avait imposée à tous en 1995 ne permettra même pas cette fois-ci de spéculer sur l'idée de "grève par procuration". Ici et là, cependant, la présence dans les manifestations de cortèges d'entreprise, voire la grève ponctuelle de certaines entreprises est signalée. Mais c'est en général le produit d'un état de mobilisation antérieur sur des problèmes spécifiques à l'entreprise, le plus souvent des licenciements annoncés ou en perspective, les manifestations unitaires devenant une occasion de se faire voir et entendre.

Quoi qu'il en soit, la dynamique unitaire qui, en 1995, a vu les différentes professions du secteur public entrer *conjointement* en grève et tenir plusieurs semaines, faisant gonfler sans cesse le nombre de manifestants jusqu'à ce que le gouvernement cède sous la pression du nombre, ne s'est pas reproduite. Et ce n'est pas faute de volonté de la base : l'idée de grève générale était dans toutes les têtes et sur toutes les bouches. Que cela plaise ou non, force est de constater que c'était bien de la volonté de la hiérarchie des confédérations syndicales officiellement hostiles à la réforme¹⁵ (CGT et FO) que dépendait, en l'état des choses, l'entrée en lutte conjointe de secteurs suffisamment consistants, en nombre mais surtout en capacité de nuisance, pour faire sérieusement peur aux gouvernants. Or, on sait ce qu'il en est advenu : les leaders syndicaux non seulement ont fait diversion, canalisant le désir de lutte unitaire dans des journées d'action sans lendemain, choisies de surcroît de façon à ce que le relais de grévistes enseignants en voie d'épuisement ne puisse être repris par d'autres. Mais cette forme classique de désamorçage de la combativité n'a pas toujours suffi, et dans les secteurs les plus sensibles comme le transport ferroviaire, la CGT est allée par endroits jusqu'à faire intervenir ses délégués pour relayer sur le terrain les consignes de retour au travail et dissuader activement les plus combattifs de voter la grève illimitée.

Trahison syndicale, ont crié certains, à l'heure de tirer les bilans. Faiblesse de l'auto-organisation, ont répondu d'autres. L'une est l'autre explications sont discutables : la première parce qu'il n'y a trahison que quand l'on ne voit pas le coup venir, or la suspicion vis-à-vis des appareils était forte avant même l'épilogue, sauf peut-être chez les militants gauchistes, les derniers à croire sérieusement à leur stratégie de radicalisation des appareils par poussée de la base; la seconde parce que l'auto-organisation, qui est un apprentissage qui ne peut se faire que dans la lutte, a incontestablement progressé, s'appuyant sur les savoir-faire des luttes antérieures et en développant d'autres, notamment

¹³ Lors de la grève d'avril 2001 contre le découpage de la SNCF entre activités commerciales et activités d'infrastructure (premier pas vers la privatisation), grève menée par SUD et le syndicat des conducteurs, la CGT a apporté son concours actif au ministre Gaysot pour discréditer totalement cette grève en la qualifiant de "corporatiste".

¹⁴ En 1995, c'est la remise en cause de ces régimes spéciaux (qui autorisent notamment un départ à la retraite anticipé pour certaines professions) qui avait déclenché la mobilisation dans les transports. Au moment le plus délicat du mouvement, quand s'est joué le basculement possible de ceux-ci dans la grève illimitée, c'est Raffarin en personne qui se chargera de confirmer l'intention de non-agression du gouvernement aux syndicats autonomes de conducteurs de trains et de métros.

¹⁵ Le gouvernement a rapidement obtenu l'aval de la CFDT, au prix de quelques retouches mineures de son projet.

en matière d'information et contre-information horizontales via Internet¹⁶. Et l'énergie déployée à la base par les enseignants pour entrer en contact direct avec les salariés d'autres secteurs traduisait elle-même bien la volonté de ne pas dépendre des manœuvres d'appareils syndicaux incontrôlables. Mais si le recours au pouvoir de mobilisation des appareils syndicaux a tout de même été tenté à toute force, redonnant une vigueur étonnante au vieux mythe de la grève générale, il est à craindre que ce ne soit d'abord et avant tout en raison d'un rapport de forces général trop défavorable¹⁷. Non que l'envie générale d'en découdre manquait sur les lieux de travail, elle était au contraire grandissante et perceptible à de multiples indices, en dépit du black-out médiatique organisé pour neutraliser l'impact du mouvement. Mais cette lutte qui a su faire grandir le sentiment de classe dans des secteurs jusque-là plus prêts à cultiver une spécificité identitaire qu'à se penser comme un rouage de la grande machine de la production et de la reproduction capitaliste n'a pas, à l'évidence, eu la force nécessaire pour faire significativement reculer le sentiment d'impuissance qui en vingt ans n'a cessé de grossir dans les entreprises, sous l'effet des reculs engrangés sans combat, ni, là où la lutte a été engagée et perdue dans l'isolement sectoriel, le scepticisme quant à la réalité de la solidarité de classe¹⁸. Plus précisément, elle n'a pas suffi à surmonter la division entre secteur public et secteur privé, malgré la revendication de "37,5 annuités pour tous" clamée par des manifestants soucieux de réparer la fracture qui s'est instaurée en 1992 sur la question de l'âge de départ à la retraite. Car cette division va bien au-delà de différences de statut : le chômage et la croissance impressionnante du travail précaire, notamment chez les jeunes, ont amené des pans entiers du salariat à vivre cette question comme marginale, leur droit à la retraite étant déjà largement érodé non par la loi, mais par l'état du marché du travail, qui leur interdit l'accès à un emploi stable, donc à des cotisations régulières.

Comment en outre ne pas tenir compte de l'importance de la bataille de "l'opinion", terrain sur lequel le gouvernement, assuré de la collaboration active des grands médias, avait l'avantage des armes ? Quoi de plus simple, en effet, que de jouer sur le registre d'hostilité aux "fonctionnaires privilégiés qui sont toujours les premiers à se plaindre", quand les moins "privilégiés" peuvent trouver là justification à leur renoncement – non à se plaindre, mais à se battre... Pourtant, sur ce front de l'opinion, les grévistes n'ont pas renoncé à mener bataille non plus : sans se contenter de faire le lien entre âge de départ à la retraite et qualité de l'encadrement scolaire, ils ont entrepris un gros travail de démystification et de contre-argumentation, faisant apparaître, derrière la logique comptable du gouvernement, de véritables choix de société. Mais la tâche était particulièrement rude, notamment face à des parents d'élèves devenus majoritairement pragmatiques et consommateurs. Pour ceux-ci en effet, l'école n'est plus un enjeu politique où se joue le maintien des valeurs "républicaines", mais d'abord, pour les couches supérieures, un lieu de concurrence où se joue l'avenir de leurs enfants et, pour les couches inférieures, de plus en plus, un lieu de garderie pour des mêmes auxquels la vie professionnelle interdit de se consacrer.

Les limites de cette dynamique unitaire ne devraient toutefois ne pas nous faire oublier qu'elle a été assez forte pour inquiéter sérieusement le pouvoir, lequel, pour ne pas lâcher sur la réforme des retraites dont l'enjeu en termes de crédibilité était énorme, a cédé sur la décentralisation de l'Education nationale, la remettant à un "plus tard" non précisé. Ce qui n'a pas suffi, pourtant, à désamorcer la combativité des enseignants. Une fois l'échec de la stratégie de lutte unitaire consommé, ceux-ci se sont mis à chercher "d'autres moyens de lutte". Et c'est finalement dans ce moment de "queue de mouvement" que la réflexion collective a le plus progressé, comme si l'échec vécu dans un moment de mobilisation encore forte poussait surtout à la radicalisation des esprits. Dans bien des AG, des débats publics, l'idée que c'est "la société entière qu'il faut changer" s'est fait entendre clairement, donnant nettement le sentiment que le relais d'une critique sociale portée pendant des années par une infime

¹⁶ Notamment par l'intermédiaire du site www.reseaudesbahuts, créé à l'occasion de la lutte.

¹⁷ Dimension le plus souvent oubliée dans les articles qui discutent l'échec de l'appel à la grève générale, et notamment dans "Quelques réflexions sur une coordination nationale des établissements et des écoles en lutte" paru dans le bulletin *Dans le monde une classe en lutte* de juin 2003.

¹⁸ C'est vrai en général dans le privé mais aussi dans des secteurs publics comme la Poste, ce qui explique la participation limitée à la lutte sur les retraites. Non que les raisons d'en découdre manquent, bien au contraire (une privatisation se prépare et les agents le savent), mais parce que face à la précarisation du secteur organisée depuis une bonne dizaine d'années, face à l'intensification du travail elle aussi organisée, face au démantèlement des centres de tri les plus syndiqués, face enfin à la flexibilité du temps de travail introduite par les 35 heures, les luttes engagées, de façon totalement dispersée faute de volonté syndicale de coordination, ont toutes été perdantes sur le fond. Cf. notamment *Tsunami* n° 3, "Les 35 heures à la Poste. Des grèves ? Mais pourquoi ?".

frange de militants était enfin pris, grâce à la lutte, par un groupe social situé au cœur des contradictions de la société. Et qu'un vrai mouvement de repolitisation devenait enfin possible. Que les enseignants n'aient finalement pas eu le courage de braver un tabou en organisant activement le boycott des examens (perspective évoquée, débattue, mais quasiment nulle part mise en œuvre) ne vient pas forcément contredire ce phénomène. Pour qu'une profession aille ainsi à l'encontre de ce qui fonde sa légitimité¹⁹ dans le consensus ("l'égalité des chances" tant défendue par la profession suppose en effet la mise en concurrence!), il faut qu'une autre forme de légitimité se construise dans le dissensus. Or celui-ci n'avait touché qu'une portion trop marginale de la société pour que ce soit le cas. Le retour progressif au travail des enseignants dans la deuxième quinzaine de juin sera beaucoup plus le produit d'un choix pragmatique – s'assurer au moins une paye pendant les mois de vacances d'été, après plusieurs semaines, voire mois de grève – que l'effet d'une démobilisation. L'énergie combative des professeurs continuera en effet à se faire sentir durant l'été, notamment dans les diverses occasions que va leur offrir le mouvement des "intermittents du spectacle".

Les producteurs de la "culture" basculent dans la lutte

Quand le 26 juin est finalement annoncée la signature par le Medef et la CFDT d'un protocole décidant de nouvelles modalités d'indemnisation du chômage des "intermittents du spectacle", les premiers à réagir sont les professionnels du "spectacle vivant" (théâtre et "arts de la rue"). Rien d'étonnant à cela : ce sont d'abord eux, les plus pauvres de cette catégorie hétéroclite où les différences de revenus sont énormes, eux, les smicards de la culture, qui vont être touchés par les modifications sanctionnées dans le nouveau protocole, dont le premier effet sera de creuser encore les inégalités.

Pourtant, dans un premier temps, c'est l'incrédulité qui domine : ce protocole a été bâclé, ce protocole est une erreur, surtout si l'intention est, au-delà de la réduction des déficits, d'"assainir la profession", de "mettre fin aux abus", comme le soutient le ministre Aillagon... Issus pour la plupart de milieux étrangers au monde ouvrier, ayant bien souvent dépendu, des années durant, de la bonne volonté de l'Etat pour exister – que ce soit par le biais de subventions directes à leurs compagnies ou de programmes assignant à "l'action culturelle" un rôle de désamorçage des tensions sociales auquel les politiques ont renoncé²⁰ – les professionnels du spectacle vivant ont dans un premier temps du mal à prendre la mesure du changement, et du cynisme de cette droite dure pour qui la culture est devenue avant tout affaire de profit²¹. Une droite soucieuse avant tout de bonne gestion comptable, qui considère désormais comme une charge inutile ces "saltimbanques" devenus innombrables au fil des années²².

A la recherche de la légitimité perdue

On ne s'étonnera donc pas de l'importance que va prendre, dans les premiers temps du mouvement des "intermittents", l'élaboration collective d'un discours visant à justifier l'utilité sociale de leurs métiers. Si le pouvoir ne nous trouve plus d'utilité, il faut que la société nous en trouve, et nous sauve de la condamnation du pouvoir. Ainsi verra-t-on fleurir de multiples variations sur le thème de la culture "âme" d'une société que la logique marchande mène vers la perte, voire gardienne de "l'identité française". Il faut dire que l'exercice est difficile, car le roi, après avoir renié ses bouffons, tente, face à

¹⁹ Question discutée notamment dans l'article "Modeste rapport pour comprendre l'actuelle position avancée du mouvement enseignant", consultable sur Internet (<http://internetdown.org/oiseautempete>)

²⁰ Notamment dans les "banlieues chaudes", où le gouvernement socialiste a financé de multiples formes d'intervention culturelle censées désamorcer la rage de jeunes désœuvrés.

²¹ Ce mouvement fait ainsi apparaître que pour la classe dirigeante l'enjeu culturel a changé au cours des décennies : la culture, et notamment le théâtre, a cessé d'être pour elle une marque de distinction sociale (un pourcentage infime d'hommes politiques va encore au théâtre) ; en revanche, elle joue un large rôle de mise sous contrôle de l'imaginaire et de la sociabilité des "masses", par l'intermédiaire de la télévision essentiellement, mais à condition d'épouser la forme du divertissement.

²² Le nombre d'artistes et techniciens relevant du régime des "intermittents du spectacle" a doublé au cours des dix dernières années.

la solidarisation du public, de les discréditer en les traitant de fainéants parasites. Or comment répondre sur ce terrain quand on dépend de fait de la solidarité instituée des autres salariés²³?

Les réponses n'ont certes pas manqué, proposant soit sur un autre calcul comptable fondé sur l'unité de la corporation du spectacle (les salariés stables finançant l'indemnisation des intermittents)²⁴, soit... un élargissement du statut de "l'intermittence" à l'ensemble des salariés – idée séduisante mais faisant fi des règles les plus élémentaires de l'arithmétique.²⁵ Mais aucune voix ne s'est fait entendre, dans un premier temps tout au moins, pour dire que les saltimbanques, après tout, sont aujourd'hui eux aussi des salariés – même si plusieurs éléments contribuent à rendre flous les contours de ce lien salarial : une indemnisation du "chômage" qui permet de ne jamais comptabiliser les heures de travail effectives, une forte proximité émotionnelle entre "patrons" et salariés – et que c'est dans le cadre du rapport salarial que la lutte doit être conçue et menée.

De cette oscillation entre identité de "créateurs" et identité de salariés, et des contradictions qu'elle soulève, les événements dont la ville d'Avignon a été le berceau en juillet sont emblématiques.

Les leçons d'Avignon

A Avignon, le festival annuel de théâtre est, plus encore qu'une institution, l'événement de l'année, celui qui fait vivre la ville, tant économiquement qu'émotionnellement, celui autour duquel une bonne partie des énergies locales sont mobilisées. Car c'est à la fois le rendez-vous annuel des troupes et le lieu de promotion de leurs mises en scène – soit sous forme officielle dans le festival "in", largement subventionné, soit sous une forme informelle dans le festival "off", devenu de fait, au fil du temps, la grande foire commerciale nationale du théâtre.

Deux semaines avant l'ouverture du festival prévue le 9 juillet, les techniciens du "in" sont déjà arrivés sur les lieux pour assurer les installations et les répétitions. C'est donc en pleine période d'activité qu'ils apprendront la signature du nouveau protocole. Bien que réunis depuis peu dans le cadre d'un contrat de travail temporaire, ils comprennent d'emblée qu'ils ont entre leurs mains un moyen de pression remarquable : la grève. Mais faut-il en user et comment, sachant que ce n'est pas l'employeur, à savoir la direction du festival, qui est visé, mais le gouvernement, lui-même "patron" de cette direction ? Une première journée de grève-semence est votée. Mais le directeur fait savoir que la poursuite de la grève signifie annulation du festival. Dès lors, la prise de décision prend une tournure proprement dramatique : faire grève c'est non seulement, pour ces professions, un déchirement personnel (le moment magique de la représentation étant l'aboutissement de mois de travail), mais aussi une immense mise en péril d'intérêts : pour la direction, qui se sait déjà remplacée, pour les grandes troupes du "in", qui risquent de perdre leur meilleure vitrine, pour les commerçants de la ville, qui verront leurs revenus de l'année s'effondrer, pour les autorités locales.... C'est donc dans un climat de dramatisation, sans vrai débat, et sous la pression de milliers de gens rassemblés, que les techniciens voteront à une faible majorité de reprendre la grève le 8 juillet.

Dans l'attente d'une décision d'annulation du festival qui sera prise peu après, la ville d'Avignon se transforme en un immense forum²⁶. Les prises de position dramatiques se multiplient, où l'on verra notamment les grandes figures du théâtre d'avant-garde (mais néanmoins fort institutionnel) préférer la sauvegarde de la production théâtrale à la survie de ses producteurs... Puis, une fois le festival officiel

²³ Le régime d'indemnisation chômage des intermittents ne peut en effet exister que parce qu'il est en partie financé par les autres salariés, par principe de "solidarité interprofessionnelle", autrement dit par redistribution partielle des fonds du régime général qu'alimentent les prélèvements obligatoires sur salaire.

²⁴ Citons notamment le travail fait au cours de l'été dans le cadre de la coordination parisienne : après avoir décortiqué le protocole et mis au jour toutes ses incohérences, elle a élaboré un protocole alternatif qui permettrait d'éponger le déficit sans éliminer les plus mal lotis des intermittents, sur la base d'une réduction des inégalités dans le montant de l'indemnisation et de la suppression du plafond qui actuellement exempte les plus gros salaires d'une part de cotisation.

²⁵ Le "parti" du revenu garanti, récemment rebaptisé PAP, a ainsi tenté de vendre cette "revendication" dans toutes les commissions et AG de la coordination Ile-de-France, puis au sein de la coordination nationale. Avec, au moins dans un premier temps, un certain succès, qui s'explique, outre par la légitimité gagnée par le PAP dans son rôle d'amorce de la mobilisation à Paris, outre par le caractère passagèrement séduisant de sa déclinaison en jargon sociologique du thème porteur de la précarité, par le fait, je crois, que cette idée permet aux professions du spectacle de se penser comme membres de la communauté des salariés sans avoir à affronter la question de la légitimité sociale (et non pas institutionnelle) de leurs professions.

²⁶ Le "collectif du 25 février", constitué à Avignon quelques mois plus tôt en vue de préparer la riposte à la réforme prévisible du "régime", a joué son rôle dans la rapidité exceptionnelle de la réaction locale.

annulé, la fièvre gagne les protagonistes du festival "off". Ne relevant d'aucune autorité centrale, ce festival informel devient le lieu où chaque troupe, chaque directeur de scène, est amené à prendre position : à choisir la "grève" – terme désignant dès lors le renoncement à se produire donc à se vendre – ou la survie. La lutte ou le commerce. Dans ce dilemme qui ne laissera aucun des acteurs indemnes, l'on verra apparaître des clivages au sein d'un monde du théâtre qui se croyait jusque-là porteur d'une même mission sociale, entre ceux qui ont quelque chose à perdre – une reconnaissance et un financement institutionnels, le plus souvent – et les milliers de petites mains du théâtre qui, face à leur mort professionnelle programmée, ont surtout leur dignité à sauver et leur révolte à faire entendre.

Lorsque enfin Avignon finira par se vider, viendra l'heure des bilans financiers. La perte sèche pour les professionnels du tourisme due à l'annulation sera chiffrée à 40 millions d'euros. Ce qui aura au moins le mérite de faire découvrir aux intermittents du spectacle, comme au reste de la société, une dimension de leur activité qu'ils avaient jusque-là ignorée : l'importance de ses retombées économiques. Et de leur faire comprendre que leur lutte ne pose pas seulement à la société des questions d'ordre éthico-culturel, mais a aussi une capacité de nuisance très concrète.

Chacun va en tirer les leçons : les responsables d'événements culturels programmés durant l'été à travers la France d'une part, qui vont prendre la menace au sérieux²⁷, les intermittents en lutte d'autre part, qui, dans les festivals de faible envergure économique, tendront à privilégier d'autres formes d'agit-prop qu'une "grève" menaçant d'abord la survie de leurs troupes, et, dans les festivals à fort impact économique, multiplieront les actions perturbatrices organisées de l'extérieur. Ainsi, entre annulations, mobilisations policières et agitation de rue, les multiples lieux de festival de l'été connaîtront-ils presque tous un climat d'agitation social inhabituel, donnant le sentiment que l'été n'était pas seulement chaud d'un ensoleillement exceptionnel, mais aussi d'une certaine fièvre sociale.

A Paris aussi, du "quartier général" de la coordination régionale des intermittents où, tout l'été, la lutte s'organise sous forme de multiples commissions et AG, de nombreuses initiatives sont prises : interventions dans les multiples lieux culturels de la capitale, avec appels au débrayage et information d'intermittents toujours ignorants de la nature du protocole, mais aussi sensibilisation des spectateurs et de la population, et surtout actions de blocage. Car à Paris se concentre une grosse part de l'activité culturelle la plus lucrative, celle qui touche au cinéma et à la télévision, et la coordination se rend bien compte, peu à peu, que c'est là qu'il faut porter le fer. La difficulté, pourtant, c'est que les lieux de la production audiovisuelle sont, eux, bien gardés, et qu'y toucher implique très rapidement un risque sérieux de répression. D'où une imperceptible évolution, au cours de l'été, dans la réflexion et les pratiques.

Revenir à la réalité du rapport salarial

En septembre, c'est l'heure des bilans. L'agitation de juillet n'a pas empêché le ministre d'avaliser le protocole début août. Le temps des festivals est passé, privant de lieux d'intervention les acteurs du "spectacle vivant", contraints en outre de se reconstruire à la gestion quotidienne de la survie. Si la lutte doit trouver un nouveau souffle, c'est donc forcément du côté des travailleurs de l'audiovisuel, qui travaillent sans discontinuité saisonnière et surtout là où se brassent les plus grosses sommes d'argent. Mais qui sont aussi les mieux lotis des intermittents, ceux qui pourraient se dire privilégiés au regard du niveau de vie du salarié moyen, et souvent s'obstinent à croire qu'ils ne seront pas touchés ...

Plus lents à se mobiliser, les travailleurs de l'audiovisuel vont toutefois faire peu à peu évoluer la lutte. Pour eux, c'est d'abord la complexité des rapports salariaux de leurs professions, en lien notamment avec l'évolution induite par la privatisation encore fraîche des chaînes de télévision, qu'il s'agit de comprendre. Mais un travail critique sur les pratiques de la profession s'impose dès lors. Comment ne pas, notamment, prendre la mesure des effets négatifs du statut de l'intermittence sur la combativité : poids dans les mentalités de la gestion individualiste du court terme ("bon, cette année je vais m'en sortir"), incitation à la combine entre employeurs et employés pour faire prendre en charge par l'assurance-chômage ce qui devrait être payé en salaires ; mais aussi, mais surtout, dévoiement au cours des années de l'action syndicale vers la sauvegarde du statut d'intermittent, au prix d'un renoncement à organiser la défense collective des professions dans le cadre de leurs relations salariales – la négociation individuelle s'installant de fait comme la norme.

²⁷ Les festivals d'Aix, Montpellier, La Rochelle, Marseille et Rennes ont d'ailleurs été annulés avant même celui d'Avignon.

On ne s'étonnera donc pas de voir les partisans d'un travail sérieux d'organisation syndicale de la profession, restés longtemps marginalisés par les bureaucraties comme par l'indifférence des salariés concernés, retrouver une audience dans la lutte parisienne des intermittents. La question à présent est de savoir si le fait d'avoir commencé par l'expérience de la lutte auto-organisée, avec toutes les capacités d'autonomie et d'analyse critique qu'elle a développées, amènera les intermittents à développer un syndicalisme offensif, capable d'entrer en rupture avec les logiques d'appareil.

Mais on ne sera pas surpris non plus d'apprendre que la CGT du spectacle – qui, tout l'été, a joué le jeu de la coexistence pacifique avec les coordinations régionales et nationale et régulièrement couvert la lutte en posant les préavis de grève nécessaires – tente désormais en sous-main d'organiser la démobilisation, les responsables de la branche s'étant sans doute fait rappeler à l'ordre par le sommet de l'appareil CGT. Preuve s'il en est que la lutte des intermittents continue à inquiéter le pouvoir.

Un vent de contestation... et de resocialisation

Dans une société devenue particulièrement opaque du fait de l'absence quasi totale de relais politiques et syndicaux capables de transmettre la température à la classe dirigeante, dans une société atomisée dont le traditionnel individualisme n'est plus guère compensé par la présence de lieux de sociabilité spontanée, comprendre comment des mouvements sociaux d'une certaine importance ont pu toucher la "société civile" n'est en général pas facile. A cette difficulté s'ajoute en l'occurrence l'énorme distorsion médiatique dont les mouvements du printemps et de l'été ont fait l'objet. Toutefois, nombre d'indices ont montré l'impact de la lutte sur le climat social.

Les manifestations de mai-juin contre la réforme des retraites ont, comme celles de 1995, rempli une fonction de regroupement et de communion contestataire. Y ont pris part non seulement des groupes de salariés d'entreprise qui, faute de parvenir à s'engager dans la grève, voulaient être partie prenante du mouvement, mais aussi des salariés isolés, des chômeurs, qui ont pu y retrouver un moment un sentiment de force collective que la normalité fait tout pour effacer des consciences – moments dont il ne faut pas négliger le rôle dans la perpétuation d'une culture de la lutte. Plus marginalement, elles ont aussi permis à de petites luttes spécifiques, comme, à Paris, celles en cours dans la restauration (McDonald's et Frog), de se faire connaître et soutenir, donnant une forme palpable à l'idée de convergence des luttes.

N'oublions pas de signaler aussi le cas particulier de la Réunion, qui a connu non seulement une participation record aux manifestations, avec participation du public et du privé, mais aussi de multiples actions de blocages de routes et d'occupation, plongeant l'île pendant quelques semaines dans un climat de quasi-émeute.

Mais n'oublions pas, à l'inverse, de signaler les quelques manifestations ouvertes d'hostilité aux grévistes, même si elles furent rares²⁸, ni surtout l'inquiétant silence des lycéens et la très faible mobilisation des étudiants, pourtant eux-mêmes menacés par une réforme des universités en préparation.

Si phénomène de contamination de la "société civile" par le mouvement de grève il y a eu, c'est plutôt à travers les contacts entre enseignants et parents d'élèves qu'il s'est joué. Si ces contacts se sont la plupart du temps établis dans l'hostilité, à plusieurs occasions les enseignants ont su la désamorcer, faire comprendre que l'enjeu était à l'échelle de la société et non de leur corporation, et entraîner les parents dans des initiatives communes. Et de nombreux cas ont été signalés aussi, notamment dans les quartiers populaires, où les parents ont choisi d'occuper l'établissement pendant toute la durée de la grève, donnant ainsi aux enseignants la possibilité d'investir sans réserve leurs énergies dans la lutte.

La lutte des intermittents, qui, elle, avait d'abord un grand besoin de légitimation, avait un lieu de contact avec la société civile tout trouvé : le public (même si celui-ci était toujours, de fait, socialement sélectionné). C'est sous la forme de l'interpellation, de la prise à témoin, qu'elle a tenté de le faire basculer de son côté. Mettant dans cet exercice tout leur savoir-faire créatif, les artistes ont très souvent su obtenir le soutien manifeste des spectateurs (même si les huées du public aux Arènes d'Orange en juillet résonnent encore aux oreilles de ceux qui avaient brisé le sacré en mettant en scène

²⁸ A Paris, en toute fin de mouvement contre la réforme des retraites, quelques dizaines de milliers d'habitants des beaux quartiers, souvent jeunes, ont manifesté ouvertement leur hostilité, eux aussi dans le plaisir étonné de réussir à communier dans une même cause...

leur mort programmée en fin de spectacle). Il est même des exemples où ceux-ci se sont constitués en collectifs de "spectateurs", organisant les prises de parole en faveur des intermittents à l'entrée des spectacles. Mais les intermittents ne s'en sont pas toujours tenus à l'autojustification de leur lutte. Nombres d'initiatives visaient à emmener le public, et plus généralement la population, à faire symboliquement acte de protestation. L'exercice le plus emblématique en la matière étant "le grand cri", poussé en commun à la fin des spectacles ou à heure fixe un peu partout en France, et censé vouloir dire : Nous ne voulons pas de cette société-là. Il est vrai que ce cri inarticulé était lui-même symbolique d'un refus collectif trouvant difficilement son expression articulée...

Mais c'est bien le rassemblement du Larzac, pourtant conçu et organisé par des altermondialistes moins soucieux de luttes sociales que de dénonciation médiatique, qui a le mieux témoigné d'une poussée de radicalisation de la société civile. Trois cent mille personnes bravant un soleil de plomb – quand les organisateurs en espéraient cent mille ! – se sont retrouvées dans un lieu qui, en soi, donne déjà le sentiment de renouer avec une époque oubliée où la critique du capitalisme était loin d'être un phénomène marginal²⁹. Occasion de débats multiples, "le Larzac" aura peut-être aidé à la revalorisation d'une critique sociale que la classe dominante a tout fait pour mettre sous l'éteignoir, mais restera sans doute dans la mémoire des participants surtout comme un moment de communion, d'exorcisation des menaces que fait peser sur le corps social et sur la planète la progression de la logique marchande, un moment de resocialisation dans la solidarité et la réflexion. Même si son caractère "hors sol" le condamne à n'être guère plus, au total, qu'un grand moment de thérapie collective.

Une rentrée bien fraîche. Et pourtant...

Malgré l'annonce tonitruante faite sur les plateaux du Larzac par notre héros de la contestation altermondialiste³⁰, malgré la combativité toujours affichée des plus militants des acteurs de cette longue saison de luttes, la "rentrée" s'est faite sans remous apparents.

Les profs font pour la première fois l'expérience d'une retenue drastique de salaire sur leur fiche de paye, donc serrent les dents. La gestion de la rentrée des classes absorbe les énergies, canalise le reste de combativité vers les luttes d'établissement pour obtenir les postes manquants, plus nombreux que jamais. Mais les traditionnelles journées d'action syndicales de la rentrée ne font plus recette. Plus question de bouger sans garantie d'efficacité.

Sans la poursuite des actions de blocage des intermittents dont les médias doivent parfois état malgré eux³¹, on pourrait croire à un retour à la "normalité", voire à la passivité qu'engendre le sentiment de défaite. Et pourtant, tous les témoignages parlent d'une envie d'en découdre plus forte que jamais, face au cynisme d'une classe dirigeante dont on n'a pas fini de prendre la mesure : alors que les licenciements massifs se multiplient à nouveau, le gouvernement n'hésite pas, après avoir baissé les impôts des riches, à réduire drastiquement les allocations des chômeurs de longue durée.

D'ailleurs, le gouvernement, dont le crédit dans l'opinion a spectaculairement chuté³², joue profil bas : abandonnant la rengaine du courage, il a repoussé le projet de réforme du financement de la Sécurité sociale annoncé pour la rentrée à plus tard, après les élections... Bref, pas plus que celle de Bush en

²⁹ Le plateau du Larzac fut en 1973 et 1974 le lieu d'un immense rassemblement où s'est joué à la fois l'affrontement avec la hiérarchie militaire qui prétendait élargir son camp en absorbant des terres agricoles, la promotion d'un autre type de relations sociales en marge de la société dominante, et la soudure avec les paysans du plateau. Une forme de continuité peut être trouvée entre cette expérience et la radicalisation d'une frange du monde paysan observée les décennies suivantes, et dont la bataille contre les OGM est aujourd'hui l'une des expressions.

³⁰ José Bové s'est cru autorisé, en conclusion du rassemblement du Larzac, d'annoncer au pouvoir "une rentrée brûlante", façon peu productive de confondre discours protestataires et rapports de forces sur le terrain. Et preuve de plus que flirter avec les médias n'est jamais sans conséquence sur son propre mode de penser et d'agir.

³¹ A plusieurs reprises, les intermittents parisiens se sont introduits sur les plateaux de télévision en direct, la dernière en date étant le 18 octobre sur le plateau de *Star Academy*, émission symbole du décervelage marchand. Les vigiles de la chaîne ont envoyé plusieurs à l'hôpital, mais, une présentatrice ayant été blessée dans l'affrontement, tous les médias ont sauté sur l'occasion pour diaboliser la lutte.

³² Les 15 000 morts supplémentaires dus à la "canicule" semblent, à en croire les sondages d'opinion, avoir catalysé la perception collective du cynisme gouvernemental beaucoup plus vite que toutes mesures de régression sociale. Ce qui donne à réfléchir sur les contradictions du contrôle médiatique de l'opinion par le pouvoir.

Irak, la victoire du gouvernement n'est consolidée. En 1995, l'apparence de la victoire était dans le camp des travailleurs... et pourtant les restructurations, les privatisations, les licenciements massifs, la flexibilité du travail sont passés, sous une forme plus discrète, plus sournoise, grâce en grande partie à l'habileté des socialistes revenus au pouvoir dans la foulée du mouvement. En 2003, la défaite des salariés pourra difficilement espérer une revanche par les urnes. Tous ceux pour qui ces mois "chauds" ont été l'occasion de prendre conscience que la lutte collective était la voie à explorer, non seulement pour contrer la dégradation de ses conditions de vie mais aussi pour changer le monde, n'ont guère d'autre choix, s'ils ne veulent pas céder à la démoralisation, que de poursuivre cette exploration au quotidien, de façon souterraine.³³

Nicole Thé
(octobre 2003)

³³ Cet article passe sous silence le rôle des forces militantes organisées dans ce mouvement, sans lesquelles pourtant il n'aurait sans doute pas existé. Une réflexion s'impose sur leur rôle, le poids de leurs conceptions dans la lutte, mais aussi l'évolution déjà perceptible chez elles sous l'effet de ce mouvement. Les questions suivantes mériteraient notamment d'être abordées : Pourquoi le syndicalisme radical n'a-t-il pas réussi à jouer un rôle véritablement moteur dans ces luttes ? Quel est le sens et la teneur des multiples regroupements interprofessionnels qui se sont fait jour et qui continuent à se multiplier depuis la rentrée ? Que peut-on attendre des transformations du paysage syndical qui sont en train de se jouer, suite à l'échec de la lutte contre la réforme des retraites ?